

**ENQUÊTE SUR LE CLIMAT  
SOCIO-ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS**  
CONSULTATION DU CPQ  
EFFECTUÉE AUPRÈS DES MEMBRES DU  
GROUPEMENT DES CHEFS D'ENTREPRISE  
DU QUÉBEC

Décembre 2008



CPQ  
Décembre 2008

Dépôt légal  
Bibliothèque et archives nationales du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada  
4<sup>e</sup> trimestre 2008

# ENQUÊTE SUR LE CLIMAT SOCIO-ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS

## Présentation

- 1.1 Les résultats de cette consultation découlent de l'analyse d'un questionnaire bilingue adressé le 5 novembre 2008 aux entreprises membres du Groupement des chefs d'entreprises du Québec. On leur demandait notamment dans ce questionnaire d'évaluer sommairement le climat socio-économique québécois de l'année 2008 (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2008) et d'exprimer leurs prospectives pour l'année 2009. Ce questionnaire a été adressé, sous pli personnel, aux mille cinq cents (1 500) présidents, vice-présidents ou directeurs exécutifs des entreprises membres du Groupement des chefs d'entreprises du Québec. Cent quatre-vingt-seize (196), soit 13%, de ces questionnaires dûment remplis ont été retournés dans les délais fixés.
- 1.2 Ce sont les résultats de ce questionnaire que l'on retrouve ci-après, regroupés dans quatre sections :
- a) les points saillants;
  - b) l'évaluation du climat socio-économique québécois actuel et de l'année à venir;
  - c) les facteurs critiques d'opération pour les entreprises;
  - d) l'action gouvernementale souhaitée.
- 1.3 Nous sommes conscients qu'il ne s'agit pas ici d'un sondage répondant à tous les critères de la recherche scientifique. Il nous apparaît cependant qu'il s'agit d'une consultation propre à indiquer comment un échantillonnage représentatif des chefs d'entreprise québécois (les entreprises membres du Groupement des chefs d'entreprises du Québec) a vu le climat socio-économique du Québec en 2008 et le voyait pour l'année 2009, quitte à ce que tous ceux qui peuvent être intéressés par de tels résultats en tirent les conclusions ou les programmes d'action qu'ils jugeront à propos.

Le questionnaire original avait été réalisé par la firme Sécor, en collaboration avec le secrétariat du CPQ.

## A - LES POINTS SAILLANTS

- 1 - Cent quatre-vingt-seize (196) entreprises membres ont répondu au questionnaire dans les délais fixés, soit 13 %.
- 2 - Les cent quatre-vingt-seize (196) entreprises répondantes comptent au Québec environ 10 500 employés.
- 3 - L'évaluation de la situation actuelle au Québec est la suivante :

### a) quant aux conditions économiques en général au Québec :

très bonne	3 %
bonne	49 %
passable	36 %
mauvaise	11 %
très mauvaise	1 %

### b) quant aux conditions économiques spécifiques à votre secteur d'activité :

très bonne	9 %
bonne	43 %
passable	28 %
mauvaise	16 %
très mauvaise	4 %

### c) quant au climat des relations du travail au Québec (pour l'entreprise concernée) :

très bonne	3 %
bonne	59 %
passable	32 %
mauvaise	5 %
très mauvaise	1 %

### d) quant au contexte politique québécois :

très bonne	2 %
bonne	33 %
passable	45 %
mauvaise	18 %
très mauvaise	2 %

**e) quant au contexte politique canadien :**

très bonne	3 %
bonne	40 %
passable	42 %
mauvaise	13 %
très mauvaise	2 %

4 - Les cinq facteurs suivants sont considérés les plus critiques quant à l'influence négative qu'ils ont sur l'activité économique actuelle au Québec :

1) La disponibilité de la main-d'œuvre	444 points
2) La qualité de la main-d'œuvre	336 points
3) Le taux de change	317 points
4) La productivité	280 points
5) Le coût de la main-d'œuvre	248 points

5 - Les trois priorités d'action du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial au cours de la prochaine année devraient être :

**a) Gouvernement fédéral :**

1) Le contrôle des dépenses publiques	338 points
2) Les programmes d'aide à l'investissement	239 points
3) La réduction des impôts des sociétés	210 points

**b) Gouvernement provincial :**

1) Le contrôle des dépenses publiques	310 points
2) Les programmes d'aide à l'investissement	174 points
3) La réduction des impôts des sociétés	171 points

6 - Votre évaluation des politiques publiques actuellement en place au Québec quant à leurs effets sur la prospérité future du Québec :

- |                                                                    |      |
|--------------------------------------------------------------------|------|
| 1) Le Québec a besoin de réformes plus fondamentales               | 55 % |
| 2) De petits ajustements aux politiques actuelles sont nécessaires | 31 % |
| 3) Les politiques actuelles sont bonnes et suffisantes             | 3 %  |
| 4) Ne sais pas/ Ne répond pas                                      | 11 % |

## B - LA SITUATION QUÉBÉCOISE (Évaluation de la situation actuelle et de l'année à venir)

L'objectif de cette section sur la situation au Québec est double :

- 1) connaître l'évaluation des entreprises de la situation actuelle au Québec (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2008), dans les domaines économique, social et politique;
- 2) établir une perception de l'évolution du climat pour l'entreprise au Québec, au cours de la prochaine année (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2009), dans les mêmes domaines.

Les réponses obtenues sont reproduites dans le tableau qui suit. Les cases indiquent la distribution des répondants et on y a accolé le pourcentage que représente ce nombre par rapport à l'ensemble des répondants pour chaque question.

### Votre évaluation de la situation au Québec

#### 1. Comment percevez-vous pour votre entreprise?

	Très bon	Bon	Passable	Mauvais	Très mauvais
a) Les conditions économiques en général au Québec	6 3 %	97 49 %	70 36 %	21 11 %	1 1 %
b) Les conditions économiques spécifiques à votre secteur	18 9 %	84 43 %	54 28 %	32 16 %	7 4 %
c) Le climat des relations du travail au Québec	6 3 %	115 59 %	62 32 %	10 5 %	2 1 %
d) Le contexte politique québécois	3 2 %	65 33 %	88 45 %	35 18 %	3 2 %
e) Le contexte politique canadien	5 3 %	79 40 %	81 42 %	26 13 %	3 2 %

## C - LES FACTEURS CRITIQUES D'OPÉRATION POUR LES ENTREPRISES

L'objectif de cette section est de connaître les principaux facteurs qui peuvent exercer une influence considérable sur l'activité économique au Québec, par leurs conséquences sur les entreprises.

Les répondants étaient invités : 1) à choisir, parmi les dix-huit facteurs énumérés, les cinq qui leur paraissent les plus critiques; 2) à numéroter ces cinq facteurs choisis par ordre d'importance de 1 à 5; 3) à ajouter tout autre facteur affectant particulièrement leur entreprise.

Les réponses à cette question apparaissent ci-après, par ordre d'importance des facteurs sélectionnés. Nous avons pondéré l'ensemble des réponses en donnant 5 points pour un premier choix, 4 points pour un deuxième choix, 3 points pour un troisième choix, 2 points pour un quatrième choix et 1 point pour un cinquième choix.

### Liste des facteurs par ordre d'importance

1)	La disponibilité de la main-d'œuvre	444 points
2)	La qualité de la main-d'œuvre	336 points
3)	Le taux de change	317 points
4)	La productivité	280 points
5)	Le coût de la main-d'œuvre	248 points
6)	Le prix du pétrole	188 points
7)	La concurrence internationale	168 points
8)	Les taux d'intérêt	147 points
9)	La fiscalité des entreprises	143 points
10)	Les politiques générales du gouvernement provincial	90 points
11)	Les lois du travail	84 points
12)	Les politiques gouvernementales relatives à l'environnement	62 points
13)	Autres <sup>1</sup>	58 points
14)	La fiscalité des particuliers	58 points
15)	Les accords internationaux de commerce	55 points
16)	La tarification des services publics	44 points
17)	Les politiques générales du gouvernement fédéral	43 points
18)	La politique linguistique	22 points

1 Contexte du domaine pétrolier  
Prix des matériaux  
Prix des métaux  
Coût du transport  
Crise économique

Politiques américaines  
Programme d'aide du gouvernement  
Régions ressources

Lourdeurs administratives du  
gouvernement provincial  
Disponibilité du financement  
Situation économique au Canada  
Réglementation

## D - L'ACTION GOUVERNEMENTALE SOUHAITÉE

L'objectif de cette dernière section est d'établir quelles devraient être, au cours de la prochaine année, les trois priorités d'action du gouvernement provincial et du gouvernement fédéral.

Les répondants étaient appelés à indiquer, pour chaque palier de gouvernement, trois priorités par ordre d'importance (1 = le plus important).

Les réponses sur ce volet du questionnaire apparaissent ci-après, par ordre d'importance des facteurs sélectionnés. Nous avons pondéré l'ensemble des réponses en donnant 5 points pour un premier choix, 3 points pour un deuxième choix et 1 point pour un troisième choix.

### PRIORITÉS D'ACTION

#### Gouvernement fédéral

1)	Contrôle des dépenses publiques	338 points
2)	Programmes d'aide à l'investissement	239 points
3)	Réduction des impôts des sociétés	210 points
4)	Programmes de recherche et de développement	173 points
5)	Aide à l'exportation	130 points
6)	Réduction des impôts des particuliers	121 points
7)	Allègement réglementaire	93 points
8)	Réduction de la dette	87 points
9)	Taux d'intérêt	82 points
10)	Transferts fédéraux aux provinces	64 points
11)	Réforme du programme d'assurance-emploi	41 points
12)	Autre <sup>1</sup>	18 points

1 Support à l'industrie manufacturière  
Soins à la santé  
Aide aux régions ressources  
Protection de l'environnement  
Congé des impôts aux entreprises en démarrage  
Aide aux entreprises

## Gouvernement provincial

1)	Contrôle des dépenses publiques	310 points
2)	Programmes d'aide à l'investissement	174 points
3)	Réduction des impôts des sociétés	171 points
4)	Réduction des taxes sur la masse salariale et des charges sociales	166 points
5)	Réforme du système de santé	147 points
6)	Programmes de recherche et de développement	131 points
7)	Réduction des impôts des particuliers	92 points
8)	Allègement des lois du travail	87 points
9)	Réduction de la dette	81 points
10)	Réfection des infrastructures	75 points
11)	Politiques de main-d'œuvre	64 points
12)	Allègement réglementaire	63 points
13)	Autres <sup>1</sup>	36 points
14)	Financement des universités	16 points

- 1 Support à l'industrie manufacturière  
Aide à l'exportation  
Congé des impôts aux entreprises en démarrage  
Crédit aux régions ressources  
Diminuer la lourdeur administrative  
Économie  
Refonte de la CSST